

KAZAKHSTAN : FICHE RISQUE PAYS – DECEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB-/ Baa1/ BBB

Change : Tenge – Système de change flottant « dirigé »

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -15% à -25% à l'horizon 2030- Neutralité carbone : 2060

FORCES

- Importantes réserves d'hydrocarbures et de minerais (uranium, cuivre...)
- Dette publique modérée
- Fonds souverain conférant à l'Etat une confortable marge de manœuvre

FAIBLESSES

- Dépendance à l'évolution des cours des matières premières
- Secteur bancaire vulnérable
- Risque de dégradation des relations avec la Russie dont le pays reste dépendant

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : la croissance économique devrait accélérer à +5,9% en 2025 contre +4,8% en 2024, soutenue par les investissements publics dans les infrastructures. L'inflation élevée (12,6% en octobre 2025) contraindra la consommation des ménages et incitera la Banque centrale à maintenir des taux d'intérêt élevés (18% en octobre 2025). La croissance devrait rester solide, autour de 5%, en 2026, grâce aux mesures de soutien public. La croissance à moyen terme est conditionnée à la diversification de l'économie.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : L'État mène une politique budgétaire expansionniste, en privilégiant les grands projets d'infrastructure et les mesures de soutien aux ménages face à l'inflation. Le déficit budgétaire devrait se creuser mais rester modéré autour de -2,5% en 2025 - 2026 (-1,6% en 2024). Le Gouvernement dispose des importantes réserves du Fonds souverain qui lui confèrent une confortable marge de manœuvre budgétaire. Son endettement (de l'ordre de 25 % du PIB) reste l'un des plus faibles de la région.
- **Vulnérabilité extérieure** : le volume d'exportation d'hydrocarbures (60% des exportations) reste contraint (quotas OPEP+ resserré pour le pays en raison de dépassements en 2024-25) et l'évolution des cours n'est pas favorable. Les besoins d'importations sont élevés, contribuant au creusement du déficit, qui pourrait atteindre -4% du PIB en 2025 et peu s'améliorer en 2026. Le pays continue à attirer les IDE, en particulier dans le secteur extractif et celui des transports. La dette externe, constituée principalement de dette privée inter-entreprises, est en constante baisse. Le ratio est attendu à 58% du PIB en 2025-26.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : l'assainissement du secteur bancaire lancé en 2017 a permis d'améliorer sa résilience grâce à une capitalisation confortable (ratio pondéré de 22%). Les créances douteuses restent peu élevées (3% du total), mais concentrées sur les prêts aux particuliers.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : K. Tokayev a été élu président en juin 2019 après la démission de N. Nazarbayev, puis réélu fin 2022. Après les violentes émeutes qui ont secoué le pays début 2022, le Président a lancé un vaste programme de réformes économiques, sociales et politiques. En 2025, il a annoncé envisager la suppression du Sénat, réforme qui devrait être soumise à référendum en 2027, avant les élections législatives de 2028 et présidentielles de 2029. La situation sociale et politique semble stabilisée sans faire disparaître le risque de tensions ponctuelles.
- **Climat des affaires** : le Kazakhstan est mieux classé que les pays voisins selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, avec des progrès notables en termes de lutte contre la corruption.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : le Kazakhstan est un fort émetteur de GES (12^{ème} sur 160 pays pour les émissions/ hab.) en raison de la production d'énergie à partir, essentiellement, de charbon. Le pays a défini une stratégie de réduction de ses émissions basée sur la diversification de ses sources de production d'énergie (énergies renouvelables, nucléaire). Des projets sont également lancés pour développer ses infrastructures hydriques.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)			
Exportations		Importations	
Hydrocarbures	60,0%	Machines, app. mécaniques	15,7%
Fonte, fer, acier	6,4%	Eqpts électriques	8,0%
Minerais de fer	6,3%	Véhicules transport terrestre	7,9%
Uranium et dérivés	5,2%	Ouvrages en fonte, fer, acier	4,5%
Cuivre, ouvrages en cuivre	4,2%	Pdts pharmaceutiques	4,3%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)			
Exportations		Importations	
Italie	17,7%	Russie	38,1%
Chine	17,2%	Chine	20,2%
Russie	11,5%	Corée du sud	4,4%
Pays-Bas	6,5%	Allemagne	4,3%
France (6 ^{ème})	4,0%	France (8 ^{ème})	2,0%

Source: International Trade Center, CNUCED



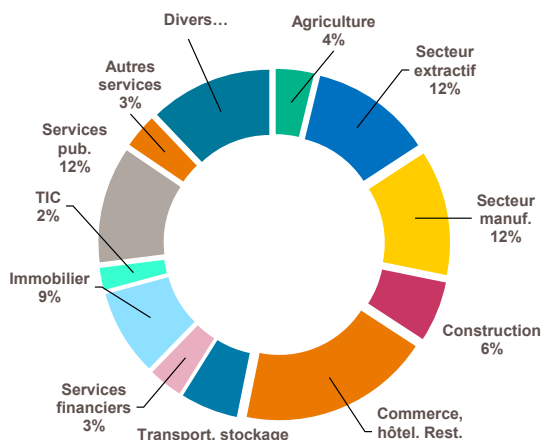
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS ET DES ÉCHANGES

KAZAKHSTAN	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	197,1	225,5	261,8	291,5	300,1	319,8	348,0
Rang PIB mondial	56	56	51	49	49	49	49
Population (Mns)	19,0	19,6	19,9	20,2	20,4	20,6	20,8
Rang Population mondiale	63	64	62	61	60	60	60
PIB / habitant (USD)	10 374	11 484	13 158	14 459	14 723	15 527	16 724
Croissance PIB (%)	4,1	3,2	5,1	4,8	5,9	4,8	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	8,0	15,0	14,5	8,7	11,4	11,2	10,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	14,6	15,3	19,0	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	25,1	23,5	23,0	24,4	24,8	26,4	27,5
Solde public (% PIB)	-5,0	0,1	-1,5	-1,6	-2,5	-2,3	-2,1
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	7,0	5,9	7,4	8,1	NA	0,0	NA
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-1,4%	2,9%	-3,6%	-1,7%	-3,8%	-4,0%	-3,7%
IDE (% du PIB)	1,0%	3,5%	1,1%	0,4%	1,4%	1,5%	1,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)	7,0	5,8	5,9	6,5	6,7	0,0	0,0
Dette extérieure totale (% PIB)***	83%	71%	61%	58%	58%	56%	55%
Dette extérieure CT (% PIB)*	6,1%	7,3%	7,4%	NA	NA	NA	0,0%
Taux de change	431,8	462,7	454,6	525,1	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE⁽¹⁾							
Fonds propres / actifs pondérés	23,4	21,7	21,5	22,0	NA	NA	NA
Taux de NPL	3,3	3,4	2,9	3,1	NA	NA	NA
ROE	30,7	30,7	36,7	32,7	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	127	128	125	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	14	12	12	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	22	19	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	28	50	47	48	36	0	0

Sources : FMI (WEO & REO 10/2025, rapport pays FMI janv. 2025);* Banque Mondiale;**Oxford Economics;***NBK (jusqu'en 2023)

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Kazakhstan : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Diversification en cours d'une économie dépendante du secteur extractif**

Le secteur extractif représente de l'ordre de 12 % du PIB. Avec une production annuelle d'environ 1,9 Mbl/j, le pays est 2^{ème} producteur de pétrole de la région mais loin après la Russie : environ 11 Mbl/j. L'exploitation à pleine capacité de l'immense champ *offshore* de Kashagan (Mer Caspienne), qui a débuté en octobre 2016, ainsi que l'extension du champ de Tengiz, achevée en 2025, ont accru les capacités de production. Le pays, avec trois unités de raffinage, est presque autosuffisant en carburant. Le Kazakhstan développe également l'exploitation de ses ressources en gaz associé à ses gisements de pétrole. Par ailleurs, le pays est le **1^{er} producteur mondial d'uranium** (environ 40 % du total) et compte parmi les grands producteurs mondiaux de **cuivre, zinc, titane, charbon**, ainsi que de **lithium**. En avril 2025, les Autorités ont annoncé la [découverte d'un immense gisement de terres rares](#). En novembre, [le Kazakhstan a conclu des accords avec les Etats-Unis](#) portant notamment sur l'exploitation des ressources minières du pays. L'UE (et en particulier l'Allemagne) a également noué des partenariats dans ce domaine.

La production manufacturière (de l'ordre de 12 % du PIB), concerne surtout la **métallurgie**, la **pétrochimie**, la **transformation du charbon** et les **industries mécaniques**. Les services contribuent à environ **55% du PIB**, surtout le commerce, les services publics et les **transports**. Ce dernier secteur devrait être particulièrement porteur à moyen terme compte tenu des importants investissements réalisés par l'Etat (routes, chemins de fer, port) et les perspectives offertes par la « nouvelle route de la soie » chinoise. Le secteur des transports et celui des services financiers (avec le Centre Financier International "Astana" (IFCA) ouvert en 2018) font partie du programme de diversification au cœur du plan de développement à long terme « Kazakhstan 2050 ».

- **Une croissance soutenue par les dépenses publiques**

La croissance devrait être plus forte en 2025 (+5,9%) qu'en 2024 (+4,8%), marquée par de violentes inondations qui avaient pesé sur l'activité en début d'année. Les investissements publics dans les infrastructures (énergie, transports,

télécommunications...) resteront moteurs. La consommation des ménages sera en revanche contrainte par une inflation élevée (12,6% en octobre 2025 après 8,6% en décembre 2024), en lien notamment avec le renchérissement des biens alimentaires. Les mesures de soutien public contribuent à alimenter les pressions inflationnistes, dans un contexte de faible croissance des revenus réels dans une économie qui reste fortement dépendante des importations.

L'investissement privé devrait en outre être freiné par la **hausse des taux d'intérêt**, la Banque centrale (NBK) ayant relevé son taux de référence à 18% (+ 150pb) en octobre 2025 face à l'accélération des prix. La hausse de TVA annoncée à l'été 2025, dont l'entrée en vigueur est prévue début 2026 et la revalorisation des certains tarifs de services publics, devraient contribuer à maintenir l'inflation nettement au-dessus de la cible de la NBK (5%). Le taux d'intérêt de référence pourrait à nouveau être relevé, pesant sur la demande interne. Les mesures de dépenses sociales destinées à compenser, au moins partiellement, les effets de la hausse de l'inflation, devraient éviter le repli de la consommation. **La croissance pourrait baisser mais rester proche de +5% en 2026 (+4,8% selon le FMI)**, toujours favorisée par le soutien de l'Etat. Les investissements dans le secteur extractif (pétrole, gaz et mines) resteront porteurs.

A plus long terme, l'accélération de l'activité sera conditionnée à sa diversification.

- **Les faiblesses structurelles du secteur bancaire se sont atténuées**

Le secteur compte une vingtaine de banques commerciales. Les cinq premiers établissements¹ concentrent la majorité des actifs (2/3 des actifs et autour de 70% des prêts et des dépôts à fin 2023, dernières données disponibles)².

Le secteur s'est nettement renforcé après plusieurs années de fortes fragilités qui ont suivi les restructurations de dettes de deux établissements systémiques (BTA et d'Alliance) en 2012.

Le secteur bancaire est **globalement bien capitalisé** (ratio pondéré de 22%). La forte progression des crédits aux particuliers présente toutefois un risque. Elle est favorisée par un système de crédits dirigés et subventionné par l'Etat, en faveur des crédits à la consommation et hypothécaires. En octobre 2025, les crédits aux ménages représentaient près de 60% du total des crédits bancaires (50% en 2022)³.

¹ Halyk Bank, Kaspi Bank, Otbasy Bank, Bank CenterCredit, Forte

² [Financial Stability report BNK 2022](#)

³ [Loans from banking sector to economy | National Bank of Kazakhstan](#)



Le niveau des prêts non performants est faible (de l'ordre de 3% du total) mais les créances douteuses sont concentrées sur les prêts aux particuliers (72% du total selon BMI Fitch Solutions).

La dollarisation tend à se réduire, grâce notamment aux mesures prises par la NBK depuis plusieurs années pour encourager les dépôts en monnaie locale. Le poids des dépôts en devises dans le total, qui avait atteint près de 70% en 2016, était estimé à environ 30% en 2024. Les prêts en devises comptent de l'ordre de 12% du total (plus de 30% en 2016)⁴.

Le paquet de sanctions contre la Russie approuvé par l'UE en octobre 2025 comprend pour la première fois des mesures visant une banque Kazakhstanaise, filiale d'un établissement russe, la VTB Bank Kazakhstan, déjà sous le coup de sanctions américaines depuis 2024. A compter de décembre 2025, les transactions avec des contreparties basées en UE lui seront interdites. L'établissement visé est cependant de petite taille et les sanctions ne menacent pas la stabilité du secteur.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Creusement du déficit public qui reste néanmoins modéré**

L'Etat a une politique budgétaire expansionniste destinée à soutenir la croissance avec l'objectif de porter le PIB du pays à 450 Md\$ d'ici 2029. Les grands projets d'infrastructure font partie de priorités du gouvernement, tout comme les mesures de soutien aux ménages visant à compenser l'impact de l'inflation et des taux d'intérêt élevés (pour éviter toute contestation sociale). **Le déficit budgétaire devrait se creuser en 2025** mais rester modéré à -2,5% selon le FMI, grâce aux transferts du Fonds souverain (cf. ci-dessous) pour couvrir une partie des dépenses.

Le nouveau code fiscal, annoncé en juillet 2025, comprenant notamment une hausse de la TVA (de 12% à 16%), devrait être mis en œuvre en janvier 2026. L'objectif est d'augmenter les recettes de l'Etat et de réduire la dépendance du budget aux revenus pétroliers, dont l'évolution est rendue plus incertaine par une évolution défavorable des cours et les quotas OPEP.

Le politique d'investissements publics et de dépenses pour soutenir la croissance devraient, malgré la progression attendue des recettes, maintenir le déficit autour de -2,3% du PIB en 2026.

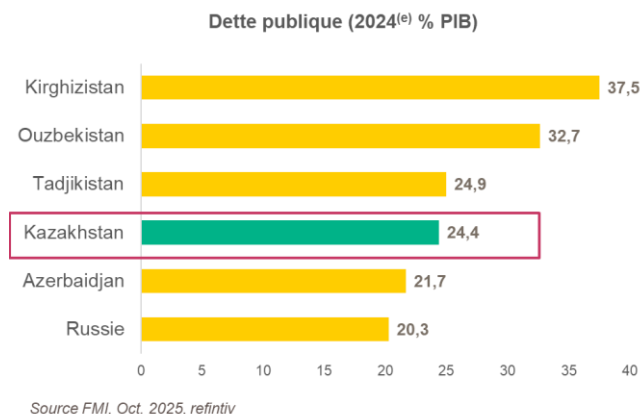
Le processus de privatisation se poursuit. En mai 2025, les Autorités ont publié une liste actualisée de 475 entités à privatiser à l'horizon 2030 (dont la moitié figurait dans le plan d'action 2025/26). Le processus est lent et le poids de l'Etat dans l'économie reste important.

- **De confortables marges de manœuvre grâce au fonds pétrolier**

Le gouvernement a les capacités de maîtriser les dépenses budgétaires grâce à la mobilisation de son fonds souverain. Le *National Fund of the Republic of Kazakhstan* (NFRK) a été créé en 2000 en vue de (i) réduire l'impact de la volatilité du prix du pétrole sur l'économie et (ii) sauvegarder une partie des revenus pétroliers pour les générations futures. Alimenté par les taxes prélevées sur le secteur pétrolier et administré par la banque centrale, il est utilisé pour effectuer des transferts vers le budget, financer des projets ou des mesures de soutien. En 2024, ces transferts ont atteint 4,2% du PIB selon le FMI⁵ (3,3% du PIB en 2023) et devraient être de l'ordre de 4% du PB 2025 selon le projet de budget. Les actifs du NFK, estimés à 63,4 Md\$ fin octobre 2025 (de l'ordre de 20% du PIB) confèrent à l'Etat une marge de manœuvre confortable.

- **Une dette publique peu élevée**

Le ratio d'endettement public, inférieur à 25% du PIB en 2024, reste l'un des plus faibles de la région. Il pourrait augmenter progressivement dans les années à venir mais resterait peu élevé (27% en 2027).



La dette publique est à 70% domestique à fin octobre 2025 et ne présente pas de risque particulier.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Vulnérabilité au cours des matières premières et contraintes sur les exportations**

Les hydrocarbures (pétrole essentiellement) **présentent pour environ 60% des recettes d'exportation** et les

⁴ Rapport pays FMI janvier 2025

⁵ Rapport pays janv 2025



produits d'extraction minière (uranium, cuivre, ...) pour près de 15-20 % du total, exposant le pays à l'évolution des prix de ces matières premières.

Le pays fait face à différentes contraintes sur ses exportations. Le Kazakhstan devrait limiter ses volumes d'exportation de pétrole jusqu'en juillet 2026 conformément à un programme de compensation défini avec l'OPEP+ en raison de dépassements de quotas en 2024-25. Ces contraintes sur les volumes ne devraient pas être compensées par une progression des cours qui devraient s'établir autour de 65\$/bl en 2026-27 (69\$ en 2025) selon l'OCDE⁶.

En 2026, les besoins de produits importés, en particulier de biens d'équipement, devraient rester élevés, maintenant le **déficit courant autour de -4% du PIB**.

En août 2025, les Etats-Unis ont légèrement revu à la baisse leurs droits de douane sur les produits importés du Kazakhstan à 25% (27% annoncés en avril 2025). Le marché américain est toutefois marginal pour le Kazakhstan (moins de 1,5% du total des exportations en moyenne 2020-24). Par ailleurs les produits exportés vers les Etats-Unis (pétrole, uranium...) sont exemptés de taxes. Malgré ces mesures, les deux pays ont conclu des accords commerciaux et d'investissement (notamment dans le domaine des transports ferroviaires et les minerais) en septembre 2025.

La Russie reste le 1^{er} fournisseur du Kazakhstan et son 3^{ème} marché d'exportation. **L'UE est le premier marché d'exportation pour le Kazakhstan** (près de 40% des exportations) en particulier l'Italie. La France, 6^{ème} partenaire commercial du Kazakhstan (moyenne 2020-24), importe essentiellement des hydrocarbures et exporte notamment des équipements aéronautiques. **La Chine joue un rôle croissant dans les échanges du pays** (18% des exportations et 20% des importations en 2024 contre 14% et 17% respectivement en 2019). Le pays **se rapproche aussi de la Turquie**, avec laquelle ont été relancés en mai 2022 les projets de développement de « corridors » Transcaspiens.

Le Kazakhstan est attractif pour les investissements étrangers, recevant de l'ordre de 70% du total des flux de la région. En 2024, les flux nets étaient exceptionnellement négatifs en lien avec d'importants rapatriements de bénéficiers. Mais le pays a néanmoins accueilli d'importantes nouvelles implantations (investissements *greenfield*), notamment dans les secteurs énergétiques (gaz naturel, par une société qatarienne) ou de l'acier (investisseur chinois), témoignant de l'intérêt des investisseurs étrangers⁷. Les mesures prises par les autorités (lancement d'une plateforme numérique d'octroi de licences, procédures accélérées) favoriseront les nouveaux investissements. Les flux en provenance des Etats-Unis devraient s'intensifier avec les accords conclus en 2025.

- **Une dette extérieure en baisse, dominée par la dette privée inter-entreprises**

A l'exception de l'année 2020 qui a vu le ratio progresser à nouveau en lien avec les conséquences de la crise sanitaire, la situation d'endettement extérieur du Kazakhstan n'a cessé de s'améliorer depuis 2016. Le ratio devrait être inférieur à 60% du PIB en 2024.

Le stock de dette externe est majoritairement (80% en juillet 2025) **privé** et essentiellement (2/3 de la dette privée) constitué de prêts interentreprises (de maison-mère à filiales), surtout dans le secteur pétro-gazier. Ces créances sont en principe sécurisées par de futurs revenus en devises des exportations de gaz et de pétrole, limitant ainsi le risque de défaut.

- **Volatilité maîtrisée du taux de change**

Le cours de change du Tenge a subi d'importantes pressions à la baisse en 2024 (-13% face au dollar) en raison de la faiblesse des prix du pétrole. Le cours de la monnaie nationale a été mieux orienté en 2025 (+1,5% entre janvier et novembre) en raison de la faiblesse relative du dollar mais à fin novembre, le Tenge restait déprécié l'ordre de 12% face au dollar par rapport à janvier 2024.

La Banque centrale intervient sur les marchés pour stabiliser sa devise en cas de besoin. La NBK dispose de confortables réserves de change (près de 20Md\$-or exclu- en octobre 2025, soit environ 7 mois d'importations) pour défendre le cours de sa monnaie.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Apaisement de la situation politique**

Après la démission, en mars 2019, de **Nursultan Nazarbayev**, qui dirigeait le pays depuis son indépendance (1991), **Kassym-Jomart Tokayev**, président du Sénat, a été nommé président par intérim. Il a par la suite **remporté l'élection présidentielle de juin 2019** puis a été **réélu en novembre 2022**. Les élections législatives anticipées de mars 2023 ont conforté la domination du parti présidentiel (« Amanat party », ex-Nur-Otan) qui a remporté 62 des 98 sièges de l'Assemblée.

Les violents mouvements sociaux qui ont éclaté en janvier 2022, à la suite de l'annonce de la hausse des prix du gaz de pétrole liquéfié ont marqué un tournant politique, provoquant l'annonce de réformes visant à moderniser le pays.

La situation politique et sociale semble s'être apaisée. Toutefois, des mouvements sporadiques ne sont pas exclus. En septembre 2025, le Président

⁶ Brent, [Perspectives OCDE dec. 2025](#)

⁷ [Kazakhstan Leads Central Asia in FDI - The Astana Times](#)



a proposé une nouvelle réforme du système politique comprenant la suppression du Sénat, afin d'accélérer le processus législatif. Cette réforme devrait être soumise à referendum en 2027, avant les élections législatives (prévues en 2028) et présidentielles (2029).

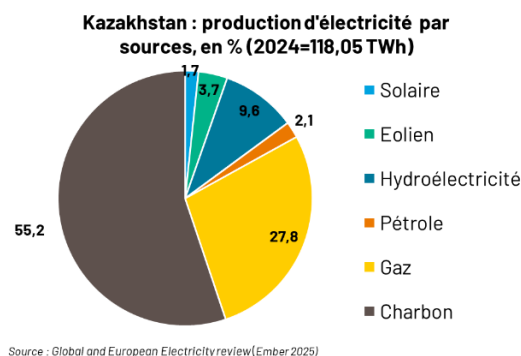
Le positionnement du pays vis-à-vis de la Russie est complexe. Le Kazakhstan ne soutient pas son voisin dans le conflit avec l'Ukraine, mais les liens avec la Russie, notamment économiques, sont encore forts. Le Kazakhstan a refusé d'intégrer les BRICS en octobre 2024 et a établi des partenariats avec l'OCDE, les Etats-Unis et l'UE (en particulier pour les matières premières avec l'Allemagne). Le Président Tokayev a été reçu en visite officielle en France en novembre 2024.

- **Lente amélioration en matière de gouvernance**

Le Kazakhstan est **mieux classé selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que les pays voisins**. Des efforts ont été réalisés en matière de lutte contre la corruption (grâce notamment au plan anti-corruption 2015–2025 *National Anti-Corruption Strategy* -NCAS). Le Kazakhstan a ainsi progressé dans l'Indice de corruption de Transparency International (de la 124^{ème} à la 88^{ème} place sur 180 pays entre 2018 et 2024). Les efforts pour améliorer **le climat des affaires** restent prioritaires pour un gouvernement qui souhaite continuer à attirer les investisseurs étrangers mais les progrès sont lents.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Kazakhstan apparaît comme relativement peu exposé aux risques climatiques dans le classement ND Gain (19^{ème} sur 181 pays) mais serait fragilisé par des sécheresses extrêmes. Les importantes inondations de 2024 qui ont touché le nord et l'est du territoire témoignent d'une certaine vulnérabilité. Le pays est très **fort émetteur de GES** (12^{ème} sur 160 pays en termes d'émissions par habitant) en raison de la production d'énergie (85% des GES proviennent du secteur de l'énergie) reposant actuellement à près de 90% sur les énergies fossiles (charbon surtout).



Le Kazakhstan s'est engagé à réduire inconditionnellement de 15% ses émissions (par rapport à 1990) d'ici 2030 et de 25% sous conditions d'aide

financière. Les Autorités visent la neutralité carbone à l'horizon 2060. Le pays a défini une stratégie de réduction de ses émissions en diversifiant ses sources de production d'énergie en faveur des énergies renouvelables (15% à l'horizon 2030 et 50% à l'horizon 2050). Il abrite l'une des plus grandes centrales éoliennes d'Asie centrale (Janatas) et a mis en service en 2022-23 divers projets d'énergie renouvelables.

La population a soutenu massivement par referendum (octobre 2024) un projet de construction d'une **centrale nucléaire** confié en 2025 à la société russe Rosatom. La mise en service de la centrale est prévue pour 2035. L'Etat Kazakhstanaise a en outre conclu des contrats avec la compagnie chinoise China National Nuclear Corporation pour la construction de deux centrales nucléaires supplémentaires.

En 2024, le **Kazakhstan a signé avec l'Islamic Development Bank (IDB)** un accord sur des projets visant à améliorer l'infrastructure hydrique du pays.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.